

SYNDICAT NATIONAL UNIFIÉ DES IMPÔTS

80/82 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél. 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16
E-mail : snui@snui.fr - <http://www.snui.fr>

Paris, le 27 juillet 2007

Droit de grève en danger Journée de mobilisation le 31 juillet

Le gouvernement entend profiter de la période estivale pour faire avaliser par le Parlement plusieurs projets de loi. C'est le cas de celui visant à instaurer "un service minimum" dans les transports. Dans un second temps, il concernerait l'éducation puis pourrait être étendu à d'autres secteurs.

En s'attaquant au secteur public (SNCF, RATP, Education, ...) le gouvernement veut affaiblir les secteurs où il craint le plus de résistance pour pouvoir ensuite s'en prendre à tous les salarié(e)s du public et du privé.



De nombreuses organisations ou associations ont exprimé leur désaccord, que ce soit les fédérations professionnelles directement concernées, les associations d'usagers pour qui cette loi ne répond en rien à leurs attentes ou encore les associations et collectifs qui luttent pour la défense des services publics.

Face aux menaces qui pèsent sur le droit de grève en général, et à court terme contre le droit de grève dans les entreprises de transport, le SNUI, avec l'Union syndicale Solidaires appelle à participer nombreux aux rassemblements prévus devant les préfetures, le 31 juillet, date à laquelle la CGT appelle aussi à une journée de mobilisation.

Partout en France, il s'agit dès le 31 juillet, et avant le début de l'examen de ce projet de loi par l'Assemblée Nationale, de se mobiliser pour marquer notre refus d'une remise en cause du droit de grève. Car chacun le sait, sans la grève, il n'y aurait pas eu les congés payés, la protection sociale, les droits syndicaux dans l'entreprise, etc.

**A Paris, rendez vous à 14 heures 30
devant l'Assemblée Nationale (Place E. Herriot).**

**En province : rassemblements devant les
préfetures**